



MARCHE DE FOURNITURES ET DE SERVICES

ACHAT DE VEHICULES ET PRESTATIONS ASSOCIEES

Référence du marché : N°2026-02

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

PROCEDURE :

**Marché passé selon une procédure adaptée,
En application des articles L 2123-1 et R 2123-1, R 2123-4 à R 2123-5, R 2131-12 2°, R 2132-1 à
R 2132-14 du code de la commande publique**

Sommaire

	Pages
CHAPITRE 1. CLAUSES TECHNIQUES	4
ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 2. DESCRIPTION TECHNIQUE DES VEHICULES.....	4
2.1. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES GENERALES COMMUNES A L'ENSEMBLE DES LOTS	4
2.2. LOT N°1 – FOURNITURE D'UN VEHICULE SUV HYBRIDE DESTINE A UN USAGE TERRAIN	4
2.3. LOT N°2 – FOURNITURE D'UN VEHICULE DE TYPE CITADINE POLYVALENTE HYBRIDE DESTINE A UN USAGE D'ENCADREMENT	5
2.4 LOT N°3 – FOURNITURE D'UN VEHICULE DE TYPE SUV HYBRIDE DESTINE A UN USAGE DE DIRECTION	5
ARTICLE 3. PRESTATIONS ASSOCIEES.....	6
3.1. ÉTENDUE DES PRESTATIONS	6
3.2. CONDITIONS DE LIVRAISON	6
3.3. CARTES GRISES ET IMMATRICULATION.....	7
3.4. MARQUAGE DES VEHICULES.....	7
3.5. GARANTIE	7
3.6. SERVICE APRES-VENTE	7
3.7. MODALITES DE RECEPTION, REFUS ET RESERVES.....	8
3.8. COUT GLOBAL D'UTILISATION (TCO)	9
CHAPITRE 2. CLAUSES ADMINISTRATIVES.....	10
ARTICLE 4. CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ.....	10
4.1. PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ	10
4.2. ALLOTISSEMENT.....	10
4.3. DECOMPOSITION EN TRANCHES OPTIONNELLES.....	10
4.4. DUREE DU MARCHÉ	10
ARTICLE 5. ELECTION DE DOMICILE.....	11
ARTICLE 6. MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	11
ARTICLE 7. PIECES CONTRACTUELLES	11
ARTICLE 8. CLAUSES DE REEXAMEN ET DE NON EXCLUSIVITE	11
8.1. CLAUSES DE REEXAMEN.....	11
8.2. CLAUSES DE NON EXCLUSIVITE	11
ARTICLE 9. REPRÉSENTATION DES PARTIES.....	12
ARTICLE 10. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	12
10.1. MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL.....	12
10.3. ASSURANCE	13
10.6. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE.....	14
10.8. MESURES DE SECURITE	14
10.9. SOUS-TRAITANCE	14
10.10. DEFAILLANCE D'UN COTRAITANT DANS LE CAS D'UN GROUPEMENT	15
10.11. CLAUSE D'INSERTION SOCIALE.....	15
10.12. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE GENERALE	15
ARTICLE 11. OPERATIONS DE VERIFICATIONS ET ADMISSION	16
ARTICLE 12. PENALITES	16
12.1. REGIME GENERAL.....	16
12.2. PENALITES POUR RETARD.....	16
12.4. PLAFONNEMENT DES PENALITES.....	16
12.5. SEUIL D'EXONERATION DES PENALITES	16
ARTICLE 13. RÉGIME FINANCIER	17
13.1. FORME ET CONTENU DES PRIX.....	17

13.2. AVANCES ET ACOMPTES.....	17
13.3 REVISION DU PRIX.....	17
13.4. MODALITES DE FACTURATION	17
13.5 REGLEMENT DES COMPTES	18
13.6. RETENUE DE GARANTIE	18
ARTICLE 14. RÉSILIATION ET EXÉCUTION AUX FRAIS DU TITULAIRE	19
14.1. RESILIATION.....	19
SAUVEGARDE, REDRESSEMENT JUDICIAIRE OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	19
RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	19
14.2. EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	19
ARTICLE 15. MODIFICATIONS DU MARCHÉ.....	19
ARTICLE 16. CLAUSE DE REEXAMEN	20
ARTICLE 17. SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES	20
ARTICLE 18. DROIT ET LANGUE	20
ARTICLE 19. DIFFERENDS ET LITIGES	21
ARTICLE 20. ANNEXES AU CCP AYANT VALEUR CONTRACTUELLE	21
ARTICLE 21. DÉROGATIONS AU CCAG FCS	21

CHAPITRE 1. CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'acquisition de trois véhicules neufs à motorisation hybride (ou assimilée), destinés aux services de l'Agence Régionale de Santé de Guyane, ainsi que les prestations associées nécessaires à leur mise en service et à leur exploitation.

Ces prestations comprennent notamment la livraison, la mise en circulation, l'immatriculation, la fourniture des équipements obligatoires, la garantie constructeur ainsi que les prestations de service après-vente.

Le marché est alloté en trois lots distincts correspondant à des besoins fonctionnels différenciés.

Les véhicules devront être adaptés aux conditions d'utilisation spécifiques du territoire guyanais, caractérisées notamment par un climat tropical et des infrastructures routières pouvant être dégradées. À ce titre, les caractéristiques techniques exigées visent à garantir la robustesse, la fiabilité et la sécurité des véhicules dans ces conditions d'exploitation.

ARTICLE 2. DESCRIPTION TECHNIQUE DES VEHICULES

2.1. Caractéristiques techniques générales communes à l'ensemble des lots

- garantie constructeur de trois ans minimum ;
- peinture de teinte claire ;
- niveau d'émission de CO₂ conforme à la réglementation en vigueur ;
- direction assistée ;
- vitres électriques avant ;
- condamnation centralisée des portes ;
- système audio avec connectivité Bluetooth ;
- système de freinage ABS avec assistance au freinage ;
- airbags frontaux conducteur et passager ;
- troisième feu stop ;
- feux antibrouillard arrière ;
- Adapté à : fort taux d'humidité et aux températures élevées.
- climatisation adaptée aux conditions climatiques tropicales ;
- essuie-glace arrière ;
- tapis de sol en caoutchouc ;
- kit roue de secours taille réelle ;
- kit de sécurité véhicule comprenant au minimum un gilet haute visibilité et un triangle de présignalisation ;
- jeu de clés complet ;
- manuel d'utilisation et carnet d'entretien du véhicule, fournis en langue française, accompagnés d'une pochette de rangement ;
- équipements réglementaires nécessaires à la mise en circulation.
- Comporter obligatoirement : pneu adaptés usage mixte (route / dégradé) et protection sous caisse ou équivalents

Les véhicules devront être livrés prêts à l'emploi, avec le plein de carburant ou, le cas échéant, une charge suffisante permettant leur utilisation immédiate.

Les candidats devront fournir, pour chaque véhicule proposé, la documentation technique et commerciale permettant d'identifier précisément les caractéristiques du véhicule, les équipements de série, les options incluses dans l'offre ainsi que les conditions de garantie.

2.2. Lot n°1 – Fourniture d'un véhicule SUV hybride destiné à un usage terrain

Le véhicule n°1 est destiné à un usage professionnel incluant des déplacements fréquents sur routes dégradées, en zones rurales et dans des conditions d'exploitation pouvant être contraintes.

Il devra présenter une configuration adaptée au transport d'un agent et de matériel professionnel.

Les exigences minimales attendues sont les suivantes :

- véhicule de type SUV compact ou équivalent ;
- motorisation hybride ;
- cinq places assises minimum ;
- transmission 4x2 minimum ;
- transmission intégrale ou dispositif équivalent apprécié, s'il est disponible dans la gamme proposée ;
- garde au sol minimale de 18 cm ;
- volume de coffre minimal de 400 litres ;
- sièges arrière rabattables ;
- sellerie résistante et facilement nettoyable ;
- climatisation adaptée au climat tropical ;
- roue de secours taille réelle ;

- équipements permettant une utilisation fiable sur routes dégradées ;
- régulateur ou limiteur de vitesse ;
- aide à la manœuvre arrière, de type radar de recul, caméra de recul ou dispositif équivalent;
- marquage avec le logo de l'ARS Guyane.
- Seuil CO₂ ≤ 140 g CO₂/km

2.3. Lot n°2 – Fourniture d'un véhicule de type citadine polyvalente hybride destiné à un usage d'encadrement

Le véhicule est destiné à un usage professionnel courant, comprenant des déplacements majoritairement urbains et périurbains.

- Les exigences minimales attendues sont les suivantes :
- véhicule de type citadine polyvalente ou équivalent ;
- motorisation hybride ou motorisation à faibles émissions ;
- cinq places assises minimum ;
- boîte de vitesses automatique privilégiée ;
- gabarit adapté à un usage urbain ;
- volume de coffre adapté à un usage professionnel courant ;
- aides à la conduite (aide au stationnement, caméra ou équivalent) ;
- système de connectivité Bluetooth ;
- climatisation adaptée au climat tropical ;
- niveau de consommation optimisé ;
- marquage avec le logo de l'ARS Guyane;
- Seuil CO₂ ≤ 100 g CO₂/km

Le véhicule devra être adapté à un usage mixte incluant des trajets urbains et périurbains, avec un niveau de confort et de maniabilité compatible avec ce type d'utilisation.

2.4 Lot n°3 – Fourniture d'un véhicule de type SUV hybride destiné à un usage de direction

Le véhicule n°3 est destiné à un usage de direction. Il devra présenter un niveau de confort, de sécurité et de finition adapté à des déplacements professionnels réguliers et à un usage représentatif.

Les exigences minimales attendues sont les suivantes :

- véhicule de type SUV segment intermédiaire ou supérieur, ou équivalent ;
- motorisation hybride ;
- cinq places assises minimum ;
- boîte de vitesses automatique ;
- puissance adaptée à un usage routier et interurbain, avec une puissance minimale de 130 chevaux ;
- niveau de finition élevé ;
- équipements de sécurité avancés ;
- aides à la conduite et à la manœuvre : caméra de recul, radars de stationnement, aide au maintien dans la voie ou dispositifs équivalents ;
- Seuil CO₂ ≤ 120 g CO₂/km
- climatisation automatique ou dispositif équivalent ;
- système de connectivité Bluetooth ;
- système d'information et de divertissement avec écran central ;
- volume de coffre compatible avec un usage professionnel ;
- confort renforcé des sièges ;
- roue de secours taille réelle ou dispositif équivalent accepté uniquement si le constructeur ne propose pas de roue de secours taille réelle sur le modèle concerné ;
- marquage avec le logo de l'ARS Guyane, sauf instruction contraire de l'acheteur lors de la mise au point avant livraison.

Le véhicule devra être adapté à des déplacements réguliers sur le territoire guyanais, en garantissant un niveau satisfaisant de sécurité, de confort et de fiabilité.

Le véhicule devra présenter un niveau de prestation compatible avec un usage de représentation.

2.5. Clause d'équivalence

Les caractéristiques techniques mentionnées au présent article constituent des exigences minimales liées aux besoins fonctionnels de l'ARS Guyane.

Les candidats peuvent proposer toute solution équivalente ou supérieure, sous réserve de démontrer, dans leur cadre de réponse technique, que le véhicule proposé présente un niveau au moins équivalent en termes de performance, de sécurité, de robustesse, de confort et d'adaptation aux conditions d'utilisation du territoire guyanais.

Toute proposition ne répondant pas aux exigences minimales du présent CCP pourra être déclarée irrégulière, sauf si le candidat justifie d'une solution équivalente répondant effectivement au besoin exprimé.

ARTICLE 3. PRESTATIONS ASSOCIEES

3.1. Étendue des prestations

Les prestations faisant l'objet du présent marché doivent être conformes aux normes européennes homologuées. Les véhicules devront respecter l'ensemble des normes françaises qui leur sont applicables. Ils porteront en outre la marque NF chaque fois que la réglementation et la prescription en prévoient l'attribution.

Pour chaque véhicule le candidat fournira l'ensemble de la documentation commerciale et technique reprenant l'ensemble des équipements de série et en option du véhicule. Une présentation des diverses fonctionnalités et options éventuelles devra être faite à l'utilisateur du véhicule.

La prestation attendue comprend notamment :

- la fourniture des véhicules ;
- la préparation des véhicules avant livraison ;
- la pose des plaques d'immatriculation ;
- la réalisation des formalités de mise en circulation ;
- la délivrance des certificats d'immatriculation ;
- la livraison des véhicules au siège de l'ARS Guyane ;
- le marquage des véhicules avec le logo de l'ARS Guyane ;
- la remise de l'ensemble des documents techniques et administratifs ;
- la présentation des fonctionnalités essentielles des véhicules ;
- la prise en charge des garanties ;
- le service après-vente dans les conditions prévues au présent CCP.

3.2. Conditions de livraison

Les véhicules seront livrés marqués au siège de l'ARS Guyane, situé 56 avenue Alexis Blaise – 97300 Cayenne, sauf indication contraire communiquée par l'acheteur avant la livraison.

Le délai maximal de livraison est fixé à 60 jours calendaires à compter de la date de notification du marché.

Le candidat indique dans son offre le délai de livraison auquel il s'engage. Ce délai devient contractuel pour le titulaire.

La livraison sera accompagnée d'un bordereau de livraison mentionnant notamment :

- la date de livraison ;
- l'identification du titulaire du marché ;
- la référence du marché ;
- la liste des véhicules livrés ;
- la marque, le modèle commercial, la version et le numéro d'identification de chaque véhicule ;
- le kilométrage à la livraison ;
- la liste des documents remis ;
- le nom lisible et la signature de la personne chargée de la livraison ;
- le nom lisible et la signature de la personne chargée de la réception pour l'ARS Guyane.

Un exemplaire du bordereau de livraison est remis à l'ARS Guyane.

Les véhicules devront être livrés en parfait état de fonctionnement, propres, immatriculés, équipés, marqués et prêts à l'emploi.

Le titulaire fournit, lors de la livraison, l'ensemble des documents attestant de la conformité des véhicules aux normes en vigueur, notamment :

- les certificats de conformité européens (certificat CE) ;
- les documents d'homologation ;
- tout document requis pour la mise en circulation en France.

3.3. Cartes grises et immatriculation

Le titulaire prend en charge l'ensemble des formalités et frais nécessaires à la mise en circulation des véhicules, notamment les certificats d'immatriculation, les plaques d'immatriculation et toutes démarches administratives associées.

Ces prestations sont comprises dans le prix forfaitaire du marché. Aucun frais additionnel ne pourra être facturé à l'acheteur à ce titre.

3.4. Marquage des véhicules

Après notification du marché, l'acheteur transmet au titulaire les fichiers nécessaires à l'apposition du logo de l'ARS Guyane.

Sauf instruction contraire de l'acheteur, les véhicules devront être marqués sur les portes avant. Les autocollants ou dispositifs de marquage devront être adaptés à un usage extérieur, résistants aux conditions climatiques locales et conserver une bonne tenue pendant toute la durée de la garantie constructeur.

En cas de défaut de marquage constaté à la livraison ou pendant la période de garantie, notamment en cas de décollement, altération anormale des couleurs ou défaut de pose, le titulaire procède au remplacement ou à la reprise du marquage sans frais supplémentaire pour l'acheteur.

3.5. Garantie

Le titulaire fournit dans son offre les conditions de garantie constructeur applicables à chaque véhicule proposé.

La garantie minimale exigée est de trois ans, pièces et main-d'œuvre, hors pièces d'usure et exclusions prévues par le constructeur.

La garantie couvre a minima :

- les défauts de fabrication ;
- les dysfonctionnements mécaniques, électriques ou électroniques relevant de la garantie constructeur ;
- la main-d'œuvre nécessaire aux réparations couvertes ;
- le remplacement des pièces défectueuses couvertes par la garantie ;
- les opérations nécessaires à la remise en état du véhicule.

Pendant la période de garantie, le titulaire assure, directement ou par l'intermédiaire de son réseau agréé, la réparation ou le remplacement des pièces défectueuses.

Le titulaire précise dans son offre les modalités de dépannage, d'assistance et de prise en charge applicables lorsque la garantie est mobilisée.

En cas d'immobilisation d'un véhicule au titre de la garantie ou pour une intervention programmée relevant de la garantie, le titulaire met à disposition un véhicule de remplacement de catégorie équivalente ou adaptée à l'usage du véhicule immobilisé, sans frais additionnel pour l'acheteur.

La mise à disposition du véhicule de remplacement ne peut être conditionnée au paiement de frais supplémentaires.

Pour les véhicules à motorisation hybride, le titulaire précise dans son offre les conditions de garantie spécifiques applicables aux batteries, notamment : la durée de garantie ; le kilométrage couvert ; les conditions de remplacement ou de réparation ; les exclusions éventuelles.

Cette garantie ne peut être inférieure aux standards constructeurs habituellement constatés pour ce type de véhicule.

3.6. Service après-vente

Le titulaire assure un service après-vente permettant une intervention rapide en cas de panne.

À ce titre, il précise dans son offre :

- les délais d'intervention à compter du signalement d'une panne ;
 - les délais moyens de remise en service des véhicules ;
 - les modalités de prise en charge des pannes
 - La présence d'un atelier agréé en Guyane
- OU

- Un dispositif d'intervention permettant :
 - Prise en charge < 48h,
 - Intervention sur site ou transfert maîtrisé ;
- les conditions de mise à disposition d'un véhicule de remplacement :
 - Sous 4Hh maximum
 - Catégorie de véhicule ;
- les modalités d'approvisionnement et de disponibilité des pièces détachées ;
- les délais de fourniture des pièces courantes et spécifiques.

Le titulaire s'engage à assurer une prise en charge dans un délai maximum de 48 heures à compter du signalement d'une panne immobilisante, sauf justification dûment motivée.

Le titulaire doit être en mesure d'assurer le service après-vente sur le territoire de la Guyane, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un réseau agréé local.

À défaut d'implantation locale, le titulaire précise les modalités d'intervention sur site, notamment les délais de déplacement, les conditions de prise en charge et les moyens mobilisés.

Les prestations de service après-vente pourront concerner la réparation, le remplacement de pièces défectueuses, les opérations relevant de la garantie ainsi que les opérations d'entretien ou de maintenance

3.7. Modalités de réception, refus et réserves

À la livraison des véhicules, l'acheteur procède aux vérifications quantitatives et qualitatives conformément aux dispositions du CCAG-FCS.

Ces vérifications portent notamment sur :

- la conformité des véhicules aux caractéristiques techniques définies dans le présent CCP ;
- la conformité aux éléments indiqués dans l'offre du titulaire ;
- la présence des documents obligatoires, notamment certificat d'immatriculation, carnet d'entretien, manuel d'utilisation, garantie constructeur et documents environnementaux ;
- la conformité du marquage demandé ;
- l'état général du véhicule ;
- la présence des équipements obligatoires ;
- le bon fonctionnement apparent des principaux équipements ;
- l'absence de défaut affectant la sécurité ou l'usage prévu.

Un procès-verbal de réception est établi dans un délai de cinq jours ouvrés suivant la livraison. Il est signé par les représentants de l'acheteur et du titulaire.

L'acheteur peut prononcer :

- l'admission sans réserve ;
- l'admission avec réserves ;
- l'ajournement ;
- le refus.

L'acheteur peut refuser la réception notamment dans les cas suivants :

- non-conformité majeure aux spécifications techniques ou réglementaires ;
- absence d'un document exigé ;
- absence ou défaut substantiel de marquage ;
- défaut affectant la sécurité ;
- véhicule ne correspondant pas à l'offre retenue ;
- absence d'un équipement obligatoire ;
- défaut empêchant l'utilisation normale du véhicule.

Le refus ou les réserves sont notifiés par écrit au titulaire, avec indication des motifs.

En cas de réserves ou de refus, le titulaire dispose d'un délai de dix jours calendaires à compter de la notification pour corriger les non-conformités constatées et représenter le véhicule à l'acheteur.

Les frais liés à la reprise, au transport, à la correction des anomalies ou à la représentation du véhicule sont à la charge exclusive du titulaire.

3.8. Coût global d'utilisation (TCO)

Afin de permettre une analyse économique complète, les candidats doivent fournir une estimation du coût global d'utilisation sur une durée de 5 ans ou 100 000 km, incluant:

- Consommation énergétique estimé;
- Coût d'entretien prévisionnel;
- Fréquence des révisions;
- Coût moyen des pièces d'usure;
- Conditions de garantie batterie (véhicules hybrides):
 - Durée,
 - Kilométrage,
 - Conditions de remplacement;
- Estimation de la valeur résiduelle

CHAPITRE 2. CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 4. CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

4.1. Procédure de passation du marché

La présente consultation est passée sous la procédure adaptée, en application des articles L 2123-1 et R 2123-1, R 2123-4 à R 2123-5, R 2131-12 2°, R 2132-1 à R 2132-14 du Code de la Commande Publique.

Le marché est un marché de fourniture et services, traité à prix forfaitaire.

4.2. Allotissement

Le marché est alloté en trois lots distincts :

- Lot n°1 : Fourniture d'un véhicule de type SUV compact hybride – usage terrain
- Lot n°2 : Fourniture d'un véhicule de type citadine polyvalente hybride – usage encadrement
- Lot n°3 : Fourniture d'un véhicule de type SUV segment intermédiaire hybride – usage direction

Les candidats peuvent répondre à un ou plusieurs lots.

4.3. Décomposition en tranches optionnelles

Le marché n'est pas décomposé en tranches optionnelles.

4.4. Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa date de notification.

Il s'achève automatiquement à la date de réception définitive des véhicules, constatée par procès-verbal établi contradictoirement entre l'ARS Guyane et le titulaire.

L'application de la garantie constructeur, d'une durée minimale de trois ans, continue de plein droit après la réception des véhicules, sans prolonger la durée d'exécution du marché et sans effet sur l'extinction des obligations contractuelles principales liées à la fourniture et à la livraison des véhicules.

4.5. Délais de livraison

Les véhicules devront être livrés dans le délai indiqué par le titulaire dans son offre, sans pouvoir excéder 60 jours calendaires à compter de la date de notification du marché.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur dans les conditions prévues par le CCAG-FCS, notamment lorsque le retard résulte d'une cause non imputable au titulaire et dûment justifiée.

Toute demande de prolongation devra être formulée par écrit avant l'expiration du délai contractuel de livraison et accompagnée des justificatifs utiles.

4.6. Variantes et options

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation.

Les variantes ne sont pas autorisées.

Les prestations supplémentaires éventuelles ou options commerciales proposées par les candidats ne seront prises en compte que si elles sont intégrées dans le prix forfaitaire proposé et qu'elles ne modifient pas les exigences minimales du présent CCP.

ARTICLE 5. ELECTION DE DOMICILE

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au titulaire, sont adressés au domicile figurant à l'acte d'engagement.

En cas de modification de domicile élu, le titulaire en avertit l'acheteur :

- soit par lettre recommandée avec avis de réception postal
- soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Cette notification peut être faite à l'adresse du titulaire mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

ARTICLE 6. MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, l'acheteur peut conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du présent marché.

Cette faculté peut être mise en œuvre dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent marché, sous réserve que les conditions prévues par le Code de la commande publique soient réunies.

ARTICLE 7. PIECES CONTRACTUELLES

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après.

Le présent marché, dont l'original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi, est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

A) Pièces particulières :

- l'acte d'engagement (A.E.),
- le présent cahier des clauses particulières (CCP),
- l'offre technique et financière du titulaire,
- les actes de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification.

B) Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.

Le CCAG-FCS, bien que non joint au marché, est réputé connu, et les parties contractantes leur reconnaissent expressément leur caractère contraignant.

ARTICLE 8. CLAUSES DE REEXAMEN ET DE NON EXCLUSIVITE

8.1. Clauses de réexamen

Conformément aux articles L.2194-1 et R.2194-1 du Code de la commande publique, le marché peut faire l'objet d'une modification par voie d'avenant dans les limites prévues par la réglementation en vigueur, lorsque la modification est rendue nécessaire par un besoin nouveau directement lié à l'objet du marché et non prévisible lors de sa conclusion.

Les modifications ne doivent ni altérer la nature globale du marché, ni en changer l'économie générale. Elles ne peuvent en aucun cas avoir pour effet d'introduire une nouvelle prestation ou un nouveau fournisseur si les conditions permettant une modification autorisée ne sont pas réunies.

8.2. Clauses de non exclusivité

L'acheteur se réserve la faculté de recourir à un autre fournisseur pour tout besoin relevant du marché lorsque le titulaire ne peut y répondre dans les délais et conditions contractuels.

Le recours à un fournisseur tiers n'emporte ni résiliation automatique du marché ni indemnisation du titulaire, dès lors qu'il résulte d'une indisponibilité, d'une défaillance d'exécution ou d'une impossibilité dûment constatée de répondre au besoin dans les conditions attendues.

Le titulaire en est informé par écrit.

ARTICLE 9. REPRÉSENTATION DES PARTIES

▪ Agence régional de santé

Le pôle systèmes d'informations et logistique du Secrétariat général est chargé du suivi de l'exécution technique du présent marché.

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché et la passation des commandes. Leurs noms et coordonnées sont communiqués au titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché. L'acheteur notifie toute modification de(s) interlocuteur(s) désignés au titulaire.

▪ Titulaire

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire. Ce dernier est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

ARTICLE 10. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

10.1. Mesures d'ordre social – application de la réglementation du travail

Vérifications périodiques de la régularité de la situation du titulaire

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'article D 8222-5 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre à l'acheteur, tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de 6 mois (*article D 8222-5-1°-a du code du travail*).
- Une attestation sur l'honneur du titulaire du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (*article D 8222-5-1°-b du code du travail*).
- Dans le cas où l'immatriculation du titulaire au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (*article D 8222-5-2° du code du travail*) :
- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois.
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Dans le cas où le titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au RCS ou au RM et n'est pas en mesure de produire un extrait K ou K-bis ou une carte d'identification justifiant de son inscription au RM, le titulaire doit produire le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (*article D 8222 -5-1°-b du code du travail*).

Lorsque le titulaire emploie des salariés, une attestation sur l'honneur établie par le titulaire de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles : L 1221-10, L3243-2 et R 3243-1 du code du travail.

Le titulaire établi à l'étranger fournit les pièces équivalentes demandées à l'article D 8222-7 du code du travail ; ces pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le titulaire devra adresser à l'acheteur tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents cités ci- par tout moyen permettant de dater la réception par l'acheteur.

Sanctions en cas d'irrégularités constatées

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du même code, l'acheteur peut :

- Soit appliquer les pénalités prévues à l'article L.8222-6 du Code du travail, dont le montant est fixé à 10% du montant du marché sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues par le titulaire en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.
- Soit résilier le présent marché, par courrier recommandé avec avis de réception, aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité. La résiliation peut, le cas échéant, être prononcée aux frais et risques du titulaire.

10.2. Responsabilité et garantie

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations, conformément aux stipulations du présent CCP et aux règles de l'art applicables.

Il est responsable de la conformité des véhicules livrés, des équipements fournis et des prestations associées.

Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées applicables ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Les garanties prévues par le CCAG-FCS s'exercent indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

10.3. Assurance

Les dommages de toutes natures causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de l'acheteur.

Le titulaire garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

Le titulaire s'engage à souscrire toutes assurances nécessaires pour couvrir d'une manière suffisante par une ou plusieurs compagnies notoirement connues, la responsabilité qu'il peut encourir, soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant sous sa direction, et des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité ou de celle de ses préposés, et renonce à tout recours envers l'acheteur.

Le titulaire s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de l'acheteur, par la présentation des polices et quittances correspondantes.

Le titulaire fait son affaire personnelle du paiement de la cotisation. L'acheteur ne pourra être inquiété en cas de non-paiement.

A tout moment, durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire une attestation, établissant l'étendue de la responsabilité garantie, sur demande de l'acheteur et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande (article 9.2 du CCAG-FCS).

10.4. Obligation de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil à l'égard de l'acheteur.

Il signale à l'acheteur tout élément qui lui paraît de nature à compromettre la bonne exécution du marché, l'adaptation des véhicules à l'usage prévu, la sécurité des utilisateurs ou la conformité réglementaire des véhicules proposés.

10.5. Obligation d'information

Le titulaire informe sans délai l'acheteur de toute difficulté susceptible d'affecter les délais de livraison, la conformité des véhicules, la disponibilité des équipements, la réalisation des formalités de mise en circulation ou la bonne exécution des prestations associées.

10.6. Obligation de confidentialité

Le titulaire est tenu de maintenir confidentiels les renseignements, documents ou informations portés à sa connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Ces informations ne peuvent être communiquées à des tiers non autorisés sans l'accord préalable de l'acheteur.

Cette obligation s'applique pendant toute la durée du marché et après son achèvement.

La violation grave des obligations de confidentialité peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

10.7. Protection des données personnelles

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire peut être amené à traiter ou à accéder à des données à caractère personnel appartenant à l'acheteur ou à ses agents.

À ce titre, le titulaire s'engage à respecter les dispositions du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, dit RGPD, ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le titulaire s'engage notamment à :

- utiliser les données personnelles uniquement pour les besoins strictement nécessaires à l'exécution du marché ;
- ne pas les divulguer à des tiers non autorisés ;
- mettre en œuvre toutes mesures techniques et organisationnelles appropriées pour garantir la confidentialité, l'intégrité et la sécurité des données ;
- informer immédiatement l'acheteur en cas d'incident de sécurité ou de violation de données ;
- restituer ou détruire les données à l'issue du marché, sauf obligation légale de conservation.

En cas de recours à un sous-traitant impliquant un traitement de données personnelles, le titulaire doit obtenir l'accord préalable de l'acheteur et s'assurer que le sous-traitant respecte les mêmes obligations.

Le titulaire est responsable de tout manquement à ces obligations.

10.8. Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

10.9. Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>). Cet acte mentionne :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix,
- les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 ou équivalent et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, s'ils ne sont pas prévus dans le marché, sont constatés dans une déclaration établie par le représentant de l'acheteur et par le titulaire, qui comporte l'ensemble des renseignements mentionnés ci-dessus ainsi que les modalités de règlement des sommes à payer directement au sous-traitant.

Conformément à l'article R2193-11 du code de la commande publique, le sous-traitant adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au représentant de l'acheteur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur, accompagnée des copies des factures adressées au titulaire et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

L'acheteur procède au paiement du sous-traitant conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 et de son décret d'application.

L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant

10.10. Défaillance d'un cotraitant dans le cas d'un groupement

Si le titulaire du marché est un groupement d'entreprises et qu'un cotraitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant (en raison de sa liquidation judiciaire ou de son impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait par exemple), la mission qui lui a été confiée pourra être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

10.11. Clause d'insertion sociale

Aucune clause d'insertion sociale n'est prévue au présent marché.

10.12. Clause environnementale générale

Le titulaire s'engage à fournir des véhicules répondant aux normes environnementales en vigueur au moment de la livraison, notamment en matière d'émissions de polluants atmosphériques et de consommation énergétique.

Lors de la mise en circulation, le titulaire remet à l'acheteur tout document permettant d'attester le niveau d'émissions de CO₂ du véhicule et, le cas échéant, sa classification environnementale.

Le titulaire s'engage, dans le cadre de la préparation des véhicules avant livraison, à privilégier des pratiques réduisant l'impact environnemental, notamment la limitation des consommables à usage unique et la gestion responsable des déchets issus des opérations préparatoires : emballages, plastiques de protection, fluides techniques, batteries ou tout autre déchet généré par la préparation ou la mise à disposition des véhicules.

Les déchets issus des opérations préparatoires relèvent de la responsabilité du titulaire. Celui-ci veille à leur collecte, leur tri et leur évacuation vers des filières de traitement autorisées et, lorsque la nature des déchets le requiert, vers des filières agréées, notamment pour les batteries, déchets dangereux ou équipements nécessitant un traitement spécifique.

Le titulaire précise dans son offre les modalités prévues pour la gestion des déchets et batteries, notamment les filières mobilisées, les conditions de collecte, de stockage temporaire, d'évacuation et de traitement, ainsi que tout justificatif permettant d'attester du recours à des filières autorisées ou agréées.

Lorsque le titulaire assure des prestations après-vente pendant la période de garantie, il s'engage à privilégier la réparation et la réutilisation des pièces plutôt que leur remplacement systématique, lorsque cela est compatible avec la sécurité des utilisateurs et les prescriptions du constructeur.

En cas de non-transmission des documents environnementaux lors de la livraison, il est appliqué une pénalité forfaitaire de 150 € par véhicule, après mise en demeure restée infructueuse pendant huit jours.

ARTICLE 11. OPERATIONS DE VERIFICATIONS ET ADMISSION

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater que les prestations répondent aux stipulations du marché, seront effectuées par le représentant de l'acheteur conformément aux dispositions de l'article 28 du CCAG FCS.

Elles ont pour objet de constater que les véhicules et prestations livrés répondent aux stipulations du marché.

Les vérifications portent notamment sur :

- le nombre de véhicules livrés ;
- la conformité des véhicules aux caractéristiques techniques attendues ;
- la conformité des équipements ;
- la conformité du marquage ;
- la présence des documents administratifs et techniques ;
- l'état général des véhicules ;
- la conformité aux engagements du titulaire figurant dans son offre.

A l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prendra la décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG FCS.

ARTICLE 12. PENALITES

12.1. Régime général

Tout manquement du titulaire à ses obligations en matière de délais, de qualité des prestations ou des prestataires, peut donner lieu à pénalité.

En dérogation à l'article 14. du CCAG-FCS, les pénalités de retard prévues au présent CCP s'appliquent de plein droit sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

12.2. Pénalités pour retard

En cas de dépassement du délai contractuel de livraison, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 € par jour calendaire de retard et par véhicule concerné.

12.3. Pénalité pour défaut de transmission des documents environnementaux

En cas de non-transmission des documents environnementaux exigés au présent CCP lors de la livraison, il est appliqué une pénalité forfaitaire de 150 € par véhicule, après mise en demeure restée infructueuse pendant huit jours.

12.4. Plafonnement des pénalités

En dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités encourues n'est pas plafonné.

12.5. Seuil d'exonération des pénalités

En dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucun seuil d'exonération n'est prévu.

ARTICLE 13. RÉGIME FINANCIER

13.1. Forme et contenu des prix

Les prestations sont rémunérées par application des prix forfaitaires figurant à l'acte d'engagement et à l'annexe financière.

Les prix sont réputés fermes, définitifs et complets.

Ils comprennent l'ensemble des charges, frais et dépenses nécessaires à la parfaite exécution du marché, notamment :

- le coût d'acquisition des véhicules ;
- la préparation, mise en circulation et immatriculation (carte grise et plaques) ;
- la fourniture du plein d'énergie à la livraison (carburant ou charge batterie) ;
- les prestations et équipements obligatoires définis au présent CCP ;
- la livraison et la mise à disposition des véhicules sur le site de l'ARS Guyane ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables.

Aucun frais additionnel ne pourra être facturé à l'acheteur en dehors des prix forfaitaires indiqués à l'acte d'engagement.

Le prix est exprimé en euros hors taxes. Conformément à l'article 294 du code général des impôts, le département de la Guyane est provisoirement exonéré de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

L'unité monétaire applicable est l'euro.

13.2. Avances et acomptes

• Avances

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

L'option choisie par l'acheteur est l'option A, prévue à l'article 11.1 du CCAG FCS.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché. Ce taux est porté à 30% du montant toutes taxes comprises du marché lorsque le titulaire est une petite et moyenne entreprise (PME).

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

• Acomptes

La périodicité des acomptes est fixée à trois mois. La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du Code de la commande publique.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R. 2191-21 et suivants du Code de la commande publique et de l'article 11.2 du CCAG FCS sur la base des prestations effectuées.

Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait. Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

13.3 Révision du prix

Les prix du marché sont fermes et définitifs.

Aucune révision de prix ne sera appliquée.

13.4. Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur le fondement de la facture émise par le titulaire et après attestation du service fait par l'administration.

Les paiements seront effectués par virement au compte du titulaire.

Les factures comportent les mentions obligatoires, conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts et au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif au développement de la facturation électronique.

Les factures comportent à minima les mentions suivantes :

- la date de la facture,
- le numéro du marché,
- le nom de l'ARS de Guyane,
- la description des prestations réalisées,
- la date de livraison,
- le nom, le numéro de SIRET et l'adresse du créancier,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- le montant hors TVA,

La facturation électronique est obligatoire.

Un portail dédié dénommé « Chorus Pro » est mis gratuitement à disposition des entreprises, afin de permettre le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi.

Les opérateurs doivent utiliser la facture électronique avec le portail Chorus Pro en indiquant le n° SIRET de l'ARS (130 007 859 00023).

À toutes fins utiles, le site Communauté Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr> permet aux entreprises de s'informer sur les modalités pratiques de fonctionnement de ce portail de facturation.

13.5 Règlement des comptes

Le règlement, après constatation du service fait, est effectué par virement avec mandatement administratif dans le délai global de paiement en vigueur à compter de la présentation de la demande de paiement.

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures par l'acheteur, en application de l'article R 2192-10 du Code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

13.6. Retenue de garantie

Sans objet

13.7. Cession ou nantissement du marché

Un marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R. 2191-46 et suivants du Code de la commande publique. Il est remis, sur demande du titulaire, d'un cotraitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché, revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances en résultant.

ARTICLE 14. RÉSILIATION ET EXÉCUTION AUX FRAIS DU TITULAIRE

14.1. Résiliation

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire, soit pour faute du titulaire, soit dans le cas de circonstances particulières et ceci conformément au chapitre 7 du CCAG FCS.

Sauvegarde, Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, le marché est résilié si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de redressement ou liquidation judiciaires, le titulaire doit en informer l'acheteur dans les meilleurs délais en communiquant le jugement.

Résiliation pour motif d'intérêt général

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision. Cette indemnité est fixée à 2% du montant initial HT, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

14.2. Exécution aux frais et risques du titulaire

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

S'il n'est pas possible à l'acheteur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue au présent CCP, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché par le tiers désigné par l'acheteur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 15. MODIFICATIONS DU MARCHÉ

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent notamment:

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- à sa raison sociale ou à sa dénomination
- à son adresse ou à son siège social
- à ses coordonnées bancaires
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement
- et, de façon générale, à toutes modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues aux articles R 2194-1 et suivants du Code de la commande publique, lorsque :

- 1° Les modifications ont été prévues au présent CCP
- 2° Des travaux supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- 3° Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- 4° Un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché ;
- 5° Les modifications ne sont pas substantielles ;
- 6° Les modifications sont de faible montant.

Les modifications prévues à l'article ci-dessus (du 1° au 6°), feront l'objet d'un avenant.

Qu'elles soient apportées par voie conventionnelle ou, lorsqu'il s'agit d'un contrat administratif, par l'acheteur unilatéralement, de telles modifications ne peuvent changer la nature globale du marché.

ARTICLE 16. CLAUSE DE REEXAMEN

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

ARTICLE 17. SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur.

Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG FCS.

ARTICLE 18. DROIT ET LANGUE

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro. Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation du change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi, doivent être rédigés en français.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de le marché N° du ayant pour objet Ceci concerne notamment la loi N° 75-1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance. Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal ; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser seront rédigées en français."

ARTICLE 19. DIFFERENDS ET LITIGES

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

L'apparition du différend résulte :

- soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant de l'acheteur et faisant apparaître le désaccord;
- soit du silence gardé par l'acheteur à la suite d'une mise en demeure adressée par le titulaire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze jours;
- soit de l'absence de notification du décompte de résiliation dans le délai mentionné à l'article 43 du CCAG FCS.

Tout litige sera porté devant le Tribunal administratif de Guyane.

ARTICLE 20. ANNEXES AU CCP AYANT VALEUR CONTRACTUELLE

Sans objet.

ARTICLE 21. DÉROGATIONS AU CCAG FCS

Les dérogations au CCAG FCS sont les suivantes :

Articles du présent CCP	Articles du CCAG FCS auquel il est fait dérogation
12.1. « Pénalités pour retard »	14.1.1
12.3. « Plafonnement des pénalités »	14.1.2
12.4. « Seuil d'exonération des pénalités »	14.1.3
14.1 « Résiliations »	42